

MATRICE DES RECOMMANDATIONS SUITE AUX AUDITS DE L'IGSF POUR L'ANNEE 2019

CHARGE D'EXECUTION : DGI

↓ AU TITRE DU SUIVI DES ENTREPRISES BENEFICIAIRES DE REGIMES SPECIAUX

CONSTATS	RISQUES IDENTIFIES	RECOMMANDATIONS
Méconnaissance ou mauvaise appropriation des textes relatifs aux avantages liés à ces régimes spéciaux dans les services	Ces entreprises pourraient bénéficier de ces avantages même au-delà des périodes d'exemption	Communication des agréments aux services de base qui gèrent les dossiers des contribuables
Faiblesse dans la gestion des bénéficiaires de régimes fiscaux Dans les services	Possibilité de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement d'un environnement d'évasion, d'évitement ou d'optimisation fiscale ▪ Difficulté pour une évaluation pertinente des dépenses fiscales ▪ Développement d'un circuit de trafic d'influences : maintien de l'entreprise dans le régime moyennant commission 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concevoir une procédure harmonisée pour la gestion des contribuables bénéficiaires de régimes spéciaux ▪ Automatiser le suivi et l'évaluation des dépenses fiscales
Fragilité opérationnelle des services DGI gestionnaires de base : collaboration difficile avec le CONSEIL CAFE-CACAO, la CNPS... les services DGI ne disposent pas des bonnes informations	Réalisation possible de mauvaise taxation, insuffisance de taxation souvent sources de contentieux préjudiciables à la performance de l'administration fiscale	Tenir des séances de travail régulières entre administrations partenaires pour réduire les incompréhensions et optimiser ces régimes spéciaux

**⚡ AU TITRE DE L'ENRICHISSEMENT DU FICHER CONTRIBUTABLE AVEC
L'APPORT DES IMMATRICULATIONS CEPICI**

CONSTATS	RISQUES IDENTIFIES	RECOMMANDATIONS
<p>Les services de base DGI immatriculent des contribuables en dehors du circuit CEPICI, alors que les contribuables immatriculés par le CEPICI ne sont pas tous connus de la DGI : d'où la problématique ; est-ce-que tous les contribuables exerçant en côte d'ivoire paient leurs impôts ?</p>	<p>Le fichier contribuables de la DGI pourrait présenter des insuffisances</p>	<p>Une plus grande synergie d'action DGI-CEPICI</p>
<p>Les contribuables immatriculés au CEPICI ont un numéro de compte contribuable qui leur permet d'exercer leurs activités professionnelles même s'ils ne sont répertoriés par la DGI</p>	<p>Développement possible d'une économie souterraine</p>	<p>Renforcer les capacités opérationnelles de la Direction du Renseignement et de l'Analyse Risques de la DGI pour accroître la lutte contre la fraude</p>
<p>L'inter-opérationnalité du système d'immatriculation des entreprises initié par le CEPICI pour permettre l'échange des données en temps réel avec la DGI ne fonctionne pas</p>	<p>La transmission des données par support magnétiques exposerait les services à des possibilités de manipulation</p>	<p>Reprendre et achever le projet d'inter-opérationnalité confié au CEPICI</p>

✚ AU TITRE DES LIAISONS FONCTIONNELLES INTERSERVICES

CONSTATS	RISQUES IDENTIFIES	RECOMMANDATIONS
Absence d'organigramme hiérarchique et fonctionnel : difficulté pour déterminer qui fait quoi, qui est responsable de quoi dans les services de base	Inefficacité certaine du dispositif disciplinaire	Renforcer les capacités opérationnelles de la Direction Des Ressources humaines
Projection d'une image d'administration inorganisée avec pour conséquence la faible réactivité des services aux injonctions de travail de la hiérarchie ou une traçabilité relativement peu efficiente dans le suivi des dossiers	Instauration d'une gestion par la dictature de l'urgence et l'inexistence d'une réflexion prospective caractéristique des grandes organisations	Renforcer les capacités opérationnelles de l'Inspection Générale des Services dont les audits et les inspections assortis de recommandations, si elles sont mises en mises aideraient à améliorer l'image de la DGI